

Avortement : un évêque répond au candidat démocrate à la vice-présidence

Article rédigé par *Document*, le 10 septembre 2008

Voici la déclaration de Mgr Charles Chaput, archevêque de Denver, et de son évêque auxiliaire, Mgr James Conley...

Voici la déclaration de Mgr Charles Chaput, archevêque de Denver, et de son évêque auxiliaire, Mgr James Conley, publiée en réponse à des commentaires au sujet du commencement de la vie humaine faites par le sénateur Joseph Biden à l'émission Meet the Presse de la chaîne NBC.

Le sénateur Biden, de confession catholique, est candidat à la vice-présidence des États-Unis, sur le ticket démocrate, derrière Barack Obama.

[Aux catholiques de l'archidiocèse de Denver.] — Lorsque les catholiques s'engagent au service de la nation, leurs actes et leurs paroles ont un impact sur la foi des catholiques de leurs pays. Pour cette raison, ils s'exposent au contrôle légitime des catholiques et des évêques diocésains sur les questions de foi. Cette année, bien que NBC ne le souhaitait probablement pas, l'émission Meet the Press est devenue la tribune publique de certains politiciens catholiques.

Le 24 août, le président de la Chambre Nancy Pelosi, se déclarant catholique pratiquante, a donné une fausse interprétation de l'enseignement catholique contre l'avortement sur cette scène publique nationale, en défendant sa position pro-choice en faveur de l'avortement. Le 7 septembre, le sénateur Joseph Biden a aggravé le problème, devant le même public.

Le sénateur Biden est un homme de service public éminent. Cela n'excuse pas les carences de sa logique pauvres ou ses mauvaises actions. Interrogé sur le commencement de la vie, le sénateur Biden a répondu que c'est une question personnelle et privée. En réalité, la biologie moderne sait exactement à quel moment commence la vie humaine : à la conception. La religion n'a rien à voir là-dedans. On peut discuter pour savoir quand commence la "personnalité" humaine — quoique que cela puisse conduire les politiques publiques dans les directions très dangereuses —, mais personne ne peut plus prétendre que le début de la vie est une question d'opinion religieuse.

Le sénateur Biden comprend mal également la nature du pluralisme. Le véritable pluralisme se nourrit d'un sain, non-violent désaccord ; il exige un environnement où les personnes de conviction luttent respectueusement mais fermement pour promouvoir leurs idées. Dans son interview, le sénateur a observé que d'autres personnes partageant de fortes opinions religieuses sont en désaccord avec l'approche catholique de l'avortement. Il est certainement vrai que nous devons reconnaître le point de vue des autres et chercher le compromis chaque fois que cela est possible — mais pas au détriment du droit de l'enfant à la vie. L'avortement est une question fondamentale, ce n'est pas un problème comme la politique du logement ou le prix du pétrole. Il implique toujours la mort intentionnelle d'une vie innocente, et il est toujours une faute grave. Si, comme le sénateur Biden l'a dit : Je suis prêt à accepter comme une question de foi [nous soulignons] que la vie commence au moment de la conception, alors il ne se trompe pas seulement scientifiquement sur le commencement de la vie, il manque à la défense d'une vie innocente, dont il sait qu'elle est déjà là.

Comme le sénateur l'a dit dans son interview, il s'est opposé au financement public des avortements. À son grand crédit, il a également soutenu avec succès l'interdiction l'avortement par naissance partielle. Mais son appui ferme à l'arrêt de 1973 Roe vs Wade de la Cour suprême et du faux droit à l'avortement qu'il a consacré, ne peut être excusé par un catholique sérieux. Soutenir Roe et le droit de choisir un avortement masque simplement ce que est l'avortement, et ce provoque l'avortement. Roe est une mauvaise loi. Tant qu'elle perdure sous sa forme actuelle, elle empêche que la question de l'avortement soit revue dans les États où il est pratiqué, de sorte que le peuple américain puisse décider de son avenir à travers un débat juste et une législation équitable.

Au cours de son interview, le sénateur Biden a utilisé un argument moral éculé, que les catholiques américains entendent depuis quarante ans : Les catholiques ne peuvent pas imposer leur point de vue fondé sur des principes religieux au reste du pays. Mais la résistance à l'avortement est une question de droit de l'homme, pas une affaire religieuse. Et le sénateur sait très bien, comme législateur, que toute loi entraîne l'imposition des convictions de quelques uns à tout le monde. C'est la nature de la loi. On a obligé les catholiques américains à accepter la destruction de plus d'un million d'enfants non nés chaque année. D'autres personnes ont imposé leur croyance pro-choix sur la société américaine sans remords pendant des décennies.

Si nous nous réclamons catholiques, catholiques américains, y compris les hommes publics qui se présentent comme catholiques, nous devons agir en conséquence. Nous devons mettre un terme à l'arrêt Roe et à l'industrie de l'avortement permissif qu'il entraîne. Sinon, chacun d'entre nous — depuis les sénateurs et les membres du Congrès aux simples fidèles laïcs — nous échouerons non seulement en tant que croyants, mais aussi en tant que citoyens.

+ Charles J. Chaput, O.F.M. Cap.
archevêque de Denver
(c) Traduction Liberté politique

Pour en savoir plus : Le commentaire du directeur de l'Observatoire international Cardinal Van-Thuân sur la doctrine sociale de l'Église (italien).

D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à l'auteur